



CAJ/47/7.

ORIGINAL : anglais

DATE : 31 mars 2003

UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES
GENÈVE

COMITÉ ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE

Quarante-septième session
Genève, 10 avril 2003

MÉ MORANDUM DU BUREAU DE L'UPOV
SUR LES TECHNOLOGIES DE RÉDUCTION DE L'UTILISATION
DES RESSOURCES GÉNÉTIQUES

Document établi par le Bureau de l'Union

1. Dans sa décision VI/5 adoptée en avril 2002, la Conférence des Parties (COP) à la Convention sur la diversité biologique (CDB) a invité l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) à examiner, dans son domaine de compétence, les répercussions sur la propriété intellectuelle des technologies de réduction de l'utilisation des ressources génétiques. Cette invitation a aussi été adressée à d'autres organisations compétentes en la matière.
2. Lors de sa soixante-quatrième session, le 23 octobre 2002, le Comité consultatif a été informé de l'invitation susmentionnée et en a pris note (voir le paragraphe 6 du document CC/64/7). À la demande de la délégation du Mexique, le secrétaire général adjoint a indiqué que le Bureau de l'Union présentera au secrétariat de la CDB un document sur la question des technologies de réduction de l'utilisation des ressources génétiques, comme suite à la décision VI/5 de la COP (voir le paragraphe 56 du document CC/64/9 Prov.).
3. Le mémorandum du Bureau de l'Union sur les technologies de réduction de l'utilisation des ressources génétiques a été communiqué au Secrétariat de la CDB le 10 janvier 2003 (il est reproduit à l'annexe I du présent document).

4. À la demande de la délégation des États-Unis d'Amérique, un point a été ajouté au projet d'ordre du jour de la présente session (CAJ/47/1 Rev.). La correspondance échangée sur cette question par le Bureau de l'Union et la délégation est reproduite à l'annexe II du présent document (en anglais seulement).

5. Le Comité administratif et juridique est invité à prendre note du contenu du présent document et de ses annexes et à formuler des observations à ce sujet.

[L'annexe I suit]

INTERNATIONALER VERBAND
ZUM SCHUTZ VON
PFLANZENZÜCHTUNGEN

GENÈVE, SUISSE



UNION INTERNATIONALE
POUR LA PROTECTION
DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

GENÈVE, SUISSE

INTERNATIONAL UNION
FOR THE PROTECTION OF
NEW VARIETIES OF PLANTS

GENEVA, SWITZERLAND

Le 10 janvier 2003

MÉMORANDUM PRÉPARÉ PAR LE BUREAU DE L'UPOV
SUR LES TECHNOLOGIES DE RÉDUCTION DE L'UTILISATION
DES RESSOURCES GÉNÉTIQUES (GURT)

Soumis au Secrétariat de la CDB

Historique

Dans sa décision VI/5, adoptée à sa sixième session tenue à La Haye en avril 2002, la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique a invité l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) à examiner, dans son domaine de compétence, les répercussions sur la propriété intellectuelle des technologies de réduction de l'utilisation des ressources génétiques (GURT), à l'endroit notamment des communautés locales et autochtones, et à étudier leurs impacts potentiels sur les petits agriculteurs, les communautés locales et sur les droits des exploitants agricoles. Le Bureau de l'Union a également été invité à étudier les opportunités d'application de mécanismes légaux existants ou le besoin d'en développer de nouveaux, pour faire face à l'application des GURT.

En réponse à cette invitation, le Bureau de l'Union soumet au Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique ses commentaires. Les commentaires du Bureau de l'Union se limitent aux effets des GURT sur le partage des avantages découlant de l'utilisation des nouvelles variétés végétales en comparaison avec la protection fournie par la Convention UPOV et ne se réfèrent nullement aux autres effets potentiels des GURT.

Sommaire

Les obtenteurs ont besoin de recouvrer leur investissement et de recevoir des encouragements afin de pouvoir continuer leurs activités de création de nouvelles variétés végétales. La mise en place d'un cadre juridique basé sur la Convention UPOV constitue une bonne approche pour encourager le développement de nouvelles variétés végétales au bénéfice de tous. Si un État manquait de mettre en place un système efficace et équilibré de protection des obtentions végétales, les obtenteurs dudit État chercheraient d'autres mécanismes pour garantir leurs intérêts économiques, telles les GURT qui peuvent présenter des désavantages considérables pour tous.

1. Le développement de variétés améliorées demande un investissement considérable en termes de ressources humaines et financières. La durabilité des programmes de développement de nouvelles variétés végétales exige un retour sur investissement par le biais de la commercialisation des nouvelles variétés créées (les obtentions végétales). La protection des obtentions végétales basée sur la Convention UPOV facilite ce retour sur investissement en fournissant un cadre juridique qui protège, dans des conditions bien définies, de toute exploitation non autorisée de la variété protégée.

2. En l'absence de cadre juridique de protection efficace des variétés végétales, certains systèmes biologiques peuvent être développés et utilisés pour compenser l'absence de protection. L'utilisation des variétés hybrides s'est avérée être un système efficace pour exercer un contrôle sur la reproduction des variétés végétales pour certaines cultures comme le maïs où une forte proportion des variétés commercialisées sont des variétés hybrides. L'utilisation des GURT fournit un moyen biologique analogue de contrôle de la reproduction des variétés végétales. La reproduction, dans les deux cas (variétés hybrides ou variétés avec les GURT), est contrôlée à travers des mécanismes biologiques qui ne permettent pas la réutilisation des semences de la seconde génération.

3. Tant qu'il s'agira des possibilités d'utiliser ces techniques biologiques pour protéger les intérêts des obtenteurs, les caractéristiques suivantes peuvent être relevées :

- 1) Théoriquement, les GURT peuvent empêcher la reproduction non autorisée de toutes espèces à propagation sexuée, alors que l'approche des variétés hybrides est limitée à certaines espèces qui permettent techniquement et économiquement la production de semences hybrides.
- 2) Ni les GURT, ni les variétés hybrides ne peuvent empêcher la reproduction d'espèces/de variétés à propagation végétative.

En général, les GURT disposent de toute une série d'applications en comparaison avec l'utilisation plus limitée des variétés hybrides.

4. La Convention UPOV fournit un système juridique pour la protection des nouvelles variétés végétales. La Convention UPOV fournit également un système *sui generis* pour la protection des obtentions végétales, conçu spécialement pour l'objet de protection qu'est une nouvelle variété végétale, et les conditions sous lesquelles ladite variété végétale est exploitée. L'étendue de la protection en vertu de la Convention UPOV a été soigneusement définie de manière à assurer un encouragement au développement de nouvelles variétés végétales, répondant bien aux conditions d'exploitation des agriculteurs et aux *desiderata* des consommateurs. Les variétés protégées, considérées comme les ressources phylogénétiques les plus importantes, restent accessibles à la communauté des sélectionneurs à travers le monde pour la poursuite de leurs activités de création variétale. En outre, la Convention UPOV fournit une option de régulation de la conservation des semences de ferme par les agriculteurs pour la campagne suivante. La protection assurée au titre de la Convention UPOV peut être analysée à travers les paramètres suivants :

- objet de la protection/étendue de la protection;
- actes couverts par la protection (Acte de 1991);
- matériel couvert par la protection;

- la durée de la protection;
- exceptions;
- limitations de l'exercice du droit d'obtenteur/licences obligatoires.

5. Dans les paragraphes suivants, la nature des GURT est comparée à la protection fournie par un système de protection des obtentions végétales basé sur la Convention UPOV en utilisant les paramètres susmentionnés.

Objet de la protection/Étendue de la protection

6. Au titre de la Convention UPOV, peut faire l'objet d'un droit d'obtenteur une seule variété végétale, définie par l'expression des caractères résultant d'un certain génotype ou d'une certaine combinaison de génotypes, distinguée de tout autre ensemble végétal par l'expression d'au moins un desdits caractères et considérée comme une entité eu égard à son aptitude à être reproduite conforme. Le droit d'obtenteur accordé pour une variété initiale ne s'étend pas aux autres variétés, sauf lorsqu'il s'agit de variétés essentiellement dérivées de la variété initiale protégée. Dans le cas des GURT, les variétés sont affectées tant qu'elles contiennent les gènes de restriction GUR.

Actes couverts par la protection (Acte de 1991)

7. La nature du droit d'obtenteur accordé en vertu de la Convention UPOV est que l'autorisation du titulaire est requise pour les actes suivants, accomplis à l'égard du matériel de reproduction ou de multiplication de la variété protégée et, sous certaines conditions, à l'égard du produit de la récolte :

- i) la production ou la reproduction;
- ii) le conditionnement aux fins de la reproduction ou de la multiplication;
- iii) l'offre à la vente;
- iv) la vente ou toute autre forme de commercialisation;
- v) l'exportation;
- vi) l'importation;
- vii) la détention à l'une des fins mentionnées aux points i) à vi) ci-dessus.

Les effets des GURT consistent à empêcher toute production sexuée des semences (reproduction). Par contre, la production asexuée ne peut être entravée par les GURT.

Matériel couvert par la protection

8. Comme indiqué au paragraphe 7 ci-dessus, la protection des obtentions végétales couvre le matériel de propagation des variétés protégées, tel que les semences, les bulbes, les tubercules, les plants, etc.

9. La protection fournie par le droit d'obtenteur est étendue pour s'appliquer également à d'autre matériel, dans des conditions bien définies. Dans le cas des GURT, aucune attention particulière n'est accordée à un matériel végétal spécifique, dès lors que le matériel contenant les gènes de restriction GUR ne pourra jamais se reproduire par semences.

Durée de la protection

10. Dans le système de protection des obtentions végétales, le droit d'obtenteur est octroyé pour une période bien déterminée. Dans l'Acte de 1991 de la Convention UPOV, cette période ne peut être inférieure à 20 années, à compter de la date d'octroi du droit d'obtenteur. Pour les arbres et la vigne, cette période ne peut être inférieure à 25 années, à compter de cette date. Après l'expiration de la période de protection, la variété tombe dans le domaine public; en d'autres termes, la variété devient librement accessible. Dans le cas des GURT, il n'y a pas de telle limitation dans la durée de l'effet de restriction. Il se peut qu'une variété ne devienne jamais librement accessible.

Exceptions

11. Dans la Convention UPOV, le droit d'obtenteur ne s'étend pas :

- i) aux actes accomplis dans un cadre privé à des fins non commerciales;
- ii) aux actes accomplis à titre expérimental; et
- iii) aux actes accomplis aux fins de la création de nouvelles variétés.

L'exclusion des actes accomplis dans le cadre privé et à des fins non commerciales est essentielle pour les petits agriculteurs des pays en développement, pratiquant une agriculture de subsistance. L'exemption du droit d'obtenteur pour la recherche et pour la création de nouvelles variétés végétales, comme mentionné en ii) et iii) ci-dessus, est essentielle dans la protection des obtentions végétales, en vue de préserver les pratiques établies au sein de la communauté des obtenteurs qui consistent à rendre accessibles à tous les sélectionneurs les variétés protégées. Les GURT ne fournissent pas de telles exceptions, affectant ainsi les petits agriculteurs qui pratiquent une agriculture de subsistance. Ces technologies empêchent l'accès aux ressources génétiques, entravent la recherche, les progrès et la durabilité des activités de développement de nouvelles variétés végétales et réduisent les avantages à en tirer pour la société.

12. Dans la Convention UPOV, chaque membre peut, dans des limites raisonnables et sous réserve de la sauvegarde des intérêts légitimes de l'obtenteur, restreindre le droit d'obtenteur à l'égard de toute variété afin de permettre aux agriculteurs d'utiliser à des fins de reproduction ou de multiplication, sur leur propre exploitation, le produit de la récolte qu'ils ont obtenu par la mise en culture, sur leur propre exploitation, de la variété protégée. Ces dispositions permettent à chaque membre de l'UPOV de décider, selon les conditions nationales propres, s'il faut ou non, et dans quelle mesure, reconnaître la pratique des agriculteurs consistant à utiliser une partie de la récolte issue de la variété protégée pour ensemercer leur champ l'année suivante, connue sous le terme "privilège des agriculteurs." Dans les GURT, il n'y a pas une telle option pour les semences de ferme.

Limitation de l'exercice du droit d'obtenteur/Licences obligatoires

13. Au titre de la Convention UPOV, un membre peut restreindre le libre exercice d'un droit d'obtenteur pour des raisons d'intérêt public. Cette disposition permet au gouvernement, dans le cas d'une catastrophe, de prendre rapidement les mesures utiles pour approvisionner les agriculteurs en semences nécessaires pour soutenir la production agricole, en limitant ainsi l'exercice du droit d'obtenteur. La viabilité des semences des variétés

protégées en vertu du droit d'obtenteur rend cette opération de soutien possible. Dans les GURT, il n'y a pas une telle possibilité en cas d'intérêt public.

Autres considérations

14. Transparence : Les utilisateurs d'une variété protégée en vertu du droit d'obtenteur sont normalement informés du fait que ladite variété est protégée. Le titulaire du droit d'obtenteur s'engage à faire des efforts pour fournir une telle information dans le but de protéger sa propre variété. La dénomination variétale joue un rôle majeur (l'utilisation de la dénomination variétale est une obligation, au titre de la Convention UPOV). Par contre, le titulaire d'une variété protégée par les GURT n'a pas besoin d'un tel effort d'information. Par conséquent, cela pourrait conduire à une utilisation des variétés contenant des gènes GUR par les agriculteurs, sans pour autant connaître leur nature biologique. En d'autres termes, ceci pourrait entraîner l'utilisation de semences stériles à une campagne agricole suivante.

Conclusions

15. Comme examiné ci-dessus, les GURT peuvent être utilisées pour protéger les intérêts économiques des obtenteurs. Elles présentent des désavantages considérables pour la société comparativement aux avantages d'un système juridique de protection des droits d'obtenteur comme fourni par la Convention UPOV :

- 1) Les GURT peuvent ne pas être limitées à une variété spécifique. Les restrictions de la reproduction pourraient s'étendre tant que les gènes de restriction GUR sont contenus dans le matériel végétal (voir le paragraphe 6).
- 2) Les GURT n'autorisent aucune exception aux agriculteurs pour utiliser leurs semences de ferme (voir les paragraphes 11 et 12).
- 3) Les GURT ne fournissent pas d'exceptions au droit d'obtenteur ni pour la recherche ni aux fins de la création de nouvelles variétés végétales et ne peuvent donc pas garantir une activité durable d'amélioration des plantes. Le matériel végétal contenant les GURT ne peut être utilisé comme ressource génétique pour la poursuite des programmes de création de nouvelles variétés; l'accès libre aux ressources génétiques est entravé par les GURT (voir le paragraphe 11). Les GURT ne fournissent aucun partage des avantages.
- 4) Les variétés avec les GURT peuvent ne jamais devenir librement accessibles pour la reproduction ou la création variétale (voir le paragraphe 10).
- 5) Dans les GURT, il n'y a aucune disposition d'intérêt public, permettant au gouvernement l'accès aux variétés en cas de situations particulières (voir le paragraphe 13).
- 6) Les GURT peuvent manquer de transparence, en ce sens que les utilisateurs peuvent ne pas être informés de la nature biologique des variétés utilisées (voir le paragraphe 14).

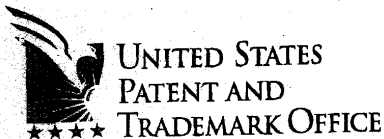
16. Le meilleur choix pour la protection du droit d'obtenteur reste l'introduction d'un système juridique basé sur la Convention UPOV. La création d'un cadre juridique fort permettant de faire respecter les dispositions de la Convention UPOV est essentielle. Si un pays manquait de mettre en place un système efficace et équilibré de protection des obtentions végétales comme celui proposé par la Convention UPOV, les obtenteurs dudit pays pourraient avoir recours à d'autres mécanismes de protection, tels que les GURT, pour préserver leurs intérêts économiques.

[L'annexe II suit]

ANNEX II / ANNEXE II / ANLAGE II / ANEXO II

[In English only / En anglais seulement / Nur in Englisch / Solamente en inglés]

Correspondence Between the United States Patent and Trademark Office
and the Office of the Union



Under Secretary of Commerce For Intellectual Property and
Director of the United States Patent and Trademark Office
Washington, DC 20231
www.uspto.gov

MAR 13 2003

Mr. Rolf Jördens
Vice Secretary-General
International Union for the Protection of Plant Varieties
34 chemin des Colombettes
CH-1211 Geneva 20
Switzerland

Dear Mr. Jördens:

It has recently come to our attention that a document entitled "Memorandum Prepared by the Office of the UPOV on the Genetic Use Restriction Technologies" was submitted to the Secretariat of the Convention on Biological Diversity (CBD) on January 10, 2003. Because we are unaware of any discussion by the UPOV Council regarding the preparation of a document examining the impact of genetic use restriction technologies (GURTs), we are surprised to see a document submitted on behalf of UPOV on this subject matter.

Even more troubling, the document submitted to the CBD is not a neutral presentation of facts and prevailing opinions; instead, it presents a one-sided negative view of GURTs technology. As a result, the prevailing conclusion is that all Members of UPOV do not support any GURTs technologies. We have serious concerns as to whether this accurately reflects the positions of all of the UPOV Members.

Moreover, our preliminary review reveals that the document contains several presumptions, which are either speculative or flawed. As a general matter, to make any conclusions with respect to GURTs technologies seems questionable given the lack of reliable scientific, economic and social data currently available.

For these reasons, we respectfully request that you withdraw the UPOV document on GURTs technologies until the Council has been able to discuss the nature and substance of this document. We further suggest that the issue be placed on the agenda for the upcoming Administrative and Legal Committee meeting to be held on April 10, 2003.

Sincerely,



Lois E. Boland
Administrator for External Affairs

UPOV

INTERNATIONALER
VERBAND
ZUM SCHUTZ VON
PFLANZENZÜCHTUNGEN
GENÈVE, SCHWEIZ

UNION INTERNATIONALE
POUR LA PROTECTION
DES OBTENTIONS
VÉGÉTALES
GENÈVE, SUISSE

UNIÓN INTERNACIONAL
PARA LA PROTECCIÓN
DE LAS OBTENCIONES
VEGETALES
GINEBRA, SUIZA

INTERNATIONAL UNION
FOR THE PROTECTION
OF NEW VARIETIES
OF PLANTS
GENEVA, SWITZERLAND

614 US 03

March 17, 2003

Dear Mrs. Boland,

Thank you for your letter of March 12, 2003, in which you refer to a memorandum submitted by the Office of the International Union for the Protection of New Varieties of Plants (UPOV) to the Secretariat of the Convention on Biological Diversity (CBD) on specific effects of Genetic Use Restriction Technologies (GURTs).

By submitting this memorandum on January 10, 2003, the Office of UPOV was responding to a request by the Conference of the Parties of the CBD of which the Office informed UPOV's Consultative Committee (CC) during its sixty-fourth session (cf. document CC/64/7). The Office has commented on the specific intellectual property implications of GURTs in relation to the protection provided by the UPOV Convention. The memorandum, in particular, highlights the comparative advantages of the UPOV system with regard to availability and accessibility of plant genetic resources in the form of protected varieties. The Office of UPOV made it clear at the outset that it had refrained from comments on any other aspects of GURTs.

/...

Mrs. Lois E. Boland
Administrator for External Affairs
United States Patent and Trademark Office
Washington, DC 20231
United States of America

Fax 001 - 703 - 305-8885 (2 pages)

Mrs. Lois E. Boland, Administrator for External Affairs, United States Patent and Trademark Office, Washington – March 17, 2003

Under draft Agenda item 8 of the upcoming sixty-fifth session of the CC, on April 11, 2003, there will be an opportunity for members to consider the memorandum on GURTs. In the introductory document to draft Agenda item 8 (document CC/65/6 is currently under preparation), reference to the memorandum of the Office will be made and the memorandum will be attached as an Annex to document CC/65/6. Of course, if the CC sees a need to discuss the matter further, it can do so and, if considered appropriate, may refer the issue to the Administrative and Legal Committee (CAJ). Developments or corrections of the memorandum, which the CC may deem to be necessary, could then be introduced and transmitted to the CBD Secretariat.

Please let me know whether you agree with this approach.

Sincerely yours,

[Original signed by]
Rolf Jördens
Vice Secretary-General



Under Secretary of Commerce For Intellectual Property and
Director of the United States Patent and Trademark Office
MAR 28 2003 Washington, DC 20231
www.uspto.gov

Mr. Rolf Jördens
Vice Secretary-General
International Union for the Protection of Plant Varieties
34 chemin des Colombettes
CH-1211 Geneva 20
Switzerland

Dear Mr. Jördens:

Thank you for your recent response to our concerns regarding the Genetics Use Restriction Technologies (GURTs) memorandum. We truly appreciate your prompt and immediate attention to this important matter. While we have carefully considered your recommendation for the Consultative Committee (CC) to consider this matter, we are unable to agree with your approach.

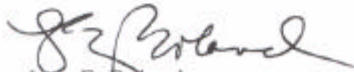
In particular, the United States is not satisfied that the issue of the GURTs memorandum is adequately addressed by its mere mention in CC/65/6, paragraph 37. It is our understanding that the proper forum for addressing the procedural and substantive issues surrounding this memorandum is the Administrative and Legal Committee (CAJ), not the CC. Of course, we do not mind if the issue remains on the CC agenda as proposed, as well.

The distribution of the GURTs memorandum prior to review and approval by the CAJ or the Council raises serious concerns. The United States strongly believes that an open discussion by the CAJ is necessary at the upcoming UPOV meeting in order to seek Member State consensus on procedural and substantive issues relating to this document.

Accordingly, we request that issues surrounding the GURTs memorandum be placed on the upcoming agenda for the April CAJ meeting. Enclosed for your review is a paper that sets forth United States positions and proposals for consideration by the CAJ.

Given the time-sensitive nature of our request, please do not hesitate to contact me or Ms. Karen Hauda, our UPOV representative, at 703-305-9300.

Sincerely,



Lois E. Boland
Administrator for External Affairs

Enclosure

**PROPOSAL OF THE UNITED STATES OF AMERICA REGARDING
PROCEDURAL AND SUBSTANTIVE ISSUES ON THE GURTS MEMORANDUM
SUBMITTED BY THE OFFICE OF THE UNION TO THE CONVENTION ON
BIOLOGICAL DIVERSITY**

Background

In April 2002, the Conference of the Parties (COP) of the Convention on Biological Diversity (CBD) invited the Office UPOV to “examine, in the context of its work, the specific intellectual property implications of Genetic Use Restriction Technologies (GURTs), particularly in respect of indigenous and local communities, and to further study their potential impacts on smallholder farmers, indigenous and local communities and on Farmers’ Rights.”¹ The Office of UPOV was also invited to study the applicability of existing mechanisms, or the need to develop a new legal mechanism, to address the application of GURTs. This request by the CBD was noted to the Consultative Committee (CC) on October 23, 2002, in document CC/64/7, paragraph 6. On January 10, 2003, the Office responded by submitting the document entitled, “Memorandum Prepared by the Office of UPOV on the Genetic Use Restriction Technologies,” (hereinafter referred to as Memorandum). In document CC/65/6, the CC is requested to note the reply in paragraph 37.

Issues

The circumstances surrounding the preparation and dissemination of the Memorandum raise serious concerns. The United States respectfully requests the Administrative and Legal Committee (CAJ) to consider two distinct issues.

First, the United States would like the CAJ to affirm that the CAJ is the proper forum for initial discussions and deliberations on position papers by UPOV Members. Specifically, the CAJ should make initial determinations about the preparation and submission of all position papers with subsequent approval by the Council prior to any formal submission. Furthermore, upon Council approval to prepare and submit a position paper, the contents of any paper shall be considered by the CAJ and approved by the Council.

Second, the United States would like the CAJ to direct the UPOV Office to issue a letter to the CBD Secretariat requesting that the document be retracted. Given that it is unlikely that a consensus opinion of Member States on the substance of the paper will be forthcoming in the immediate future, a letter to the CBD Secretariat indicating that the Memorandum was submitted in error and does not reflect a consensus view of the UPOV Members would be appropriate.

¹ UNEP/CBD/COP/6/20/Part2, Decision VI/5, Agricultural Biological Diversity

First Issue

With respect to the procedural nature of the Memorandum, Article 27 of the UPOV Convention clearly specifies that the Office “shall carry out all the duties and tasks entrusted to it by the Council” and to carry out the “decisions” of the Council. Article 26 of the UPOV Convention further specifies that the tasks of the Council are to give to the Secretary-General all necessary directions for the accomplishment of the tasks of the Union (Art. 26(v)) and to take all necessary decisions to ensure the efficient functioning of the Union (Art. 26(x)).

The functions of the Office are those functions entrusted to it by the decisions of the Council. The United States is unaware of any discussion or recommendation made by the Council that requested the Office to prepare the Memorandum or to examine the impact of genetic use restriction technologies (GURTs) on small farmers, indigenous and local communities, or on Farmers’ Rights for the CBD. Additionally, given that the Memorandum takes a position on the effects of GURTs in relation to the UPOV Convention rather than being a neutral presentation of facts and all prevailing opinions, it seems that Council approval of the substance of the paper is absolutely necessary under the Convention.

Based on the historical proceedings of the UPOV, it is clear that the proper procedure to be conducted by the Office for preparation of position documents of any kind, including the referenced Memorandum, is to seek approval of the CAJ prior to such preparation. All substantive documents prepared by the Secretariat are to undergo consideration and, if necessary, deliberation by the CAJ prior to consideration by the UPOV Council. After the CAJ has fully considered the document, the document should be considered by the CC prior to consideration by the Council. This permits Member States to address any issues of concern outside the presence of observer groups. Finally, after CC approval of the document, the Council shall consider the document for final approval. The Memorandum submitted to the CBD did not follow this procedure. For these reasons, the Memorandum, as drafted, does not represent the viewpoints of the UPOV Members.

The United States would like the CAJ to affirm the procedures set forth above as the appropriate procedural measures that should be taken before the Office issues any correspondence on behalf of UPOV Members.

Second Issue

With respect to the substance of the paper, the position and tone taken in this paper do not reflect the viewpoint of the United States.

The Memorandum makes a number of unsupported assumptions and conclusory statements without analysis or substantiation. Furthermore, to make any conclusions with respect to GURTs technology seems unwarranted given the overall lack of reliable scientific, economic and social data currently available on this technology.

The Memorandum prepared by the office has already been widely disseminated and is presumed by readers to reflect the views of UPOV Members. Any action taken by UPOV should be rapidly invoked. The Memorandum is not a neutral presentation of facts and prevailing opinions; instead, it presents a one-sided negative view of GURTs technology. As a result, the prevailing conclusion is that all Members of UPOV do not support any GURTs technologies. We have serious concerns as to whether this accurately reflects the positions of all of the UPOV Members. Therefore, we propose that the CAJ recommend that the CC direct the Office to draft a letter of retraction for the Memorandum that clearly indicates the

Memorandum was submitted in error and should not be attributed as a consensus view of UPOV Members. The CAJ may wish further to consider distributing additional consensus materials for clarification.

Some of the specific issues identified by the United States are addressed below:

- **Conclusions Are Unsupported**

Each of Paragraphs 10, 11, 12, 14 and 15 makes conclusions that are not supported by any factual or empirical evidence.

In paragraph 10, the fact that GURTs may prevent the use of second-generation seeds is irrelevant to the term of protection provided by UPOV. For example, just because hybrids cannot be sexually reproduced does not mean they are not subject to protection under UPOV.

Paragraph 11 concludes that the use of GURTs “prevents access to germplasm, hampers research and breeding progress and sustainability, and limits benefits to society,” without providing any factual or empirical evidence to support this conclusion. There is no support for the conclusion that not being able to save seed is negative for society as a whole. Users of hybrid seeds do not save seed, but society has gained tremendously from hybrids due to increased yields of the crop. Also, research can still be conducted on the GURTs variety through asexual reproduction, single or multiple cell cultivation, etc. Finally, small farmers may benefit greatly if the invention stimulates the extension of biotechnology to “minor crops” such as tomatoes. Many so-called “minor crops” (i.e., crops that do not occupy a large share of the crop acreage in the U.S. or elsewhere, even if high value) are limited by lack of technology to manage pests or produce and harvest the crop efficiently. The private sector often sees too low a return to justify the plant breeding research investment in varietal improvement in such crops. As a result, growers’ productivity and crop quality may be lower than their potential. But GURTs could change the equation.

Contrary to the suggestion in paragraph 12, the fact that GURTs technology exists does not affect a Member State from determining whether or not to implement the “farmers’ privilege.” Therefore, the conclusion of this paragraph has no basis. Farmers are not required to purchase or use GURTs seed. If saving seed is a necessary economic reality for agriculture in that Member State, then there will not be a market for GURTs within that Member State. Thus, the option of a “farmers’ privilege” could actually curb the use of GURTs technology in some territories.

Also, contrary to the conclusion in paragraph 13, GURTs does not restrict a Government from issuing a compulsory license. Furthermore, the conclusion presumes that GURTs varieties would be the only available varieties to alleviate a public interest crisis. Generally, however, GURTs plant varieties would not be the only options. The United States would argue, however, that if such varieties incorporating GURTs technology were the only tools available and would not have been developed in the absence of those technologies, they would be indispensable.

Paragraph 15 summarizes several issues based on unsupported presumptions as discussed below and then makes several conclusions that cannot be substantiated due to the inaccuracy of those presumptions. Furthermore, GURTs technology is so new

that there are very little reliable, relevant scientific, economic and social data. To make any conclusions of this nature is unfounded.

- **Only Negative Applications of GURTs Are Discussed**

Throughout the entire paper, only negative applications of GURTs technology are discussed (see paragraphs 3, 7 and 11, for example). The Memorandum only references the use of GURTs to theoretically prevent the unauthorized reproduction of all seed-propagated plant species (see paragraph 3). None of the important potential positive applications of GURTs, such as avoiding the dissemination of transgenes, increasing yields through modifications of gene switches, increasing adaptiveness to the environment, or assisting in hybrid seed production are discussed or even mentioned.

- **Evidence Supporting Presumptions Is Inaccurate**

Conclusions can only be accurate if the presumptions underlying the conclusions are accurate. The Memorandum makes numerous presumptions that do not seem to be factually supportable or, in some cases, even logically reasoned.

In paragraph 2, there is an initial presumption that “certain biological systems may be developed and used as a substitute for protection” in the absence of a legal basis for effective plant variety protection. The Memorandum implies that the driving force for the development of hybrids was due to the desire or need for intellectual property (IP) protection. This implication is probably not supportable because evidence suggests that other factors, such as economic and social benefits, also played a strong role in the development of hybrids. For example, hybrid maize was developed because public and private researchers found that this was the most effective method of raising yields on a farm. Publicly funded researchers at national research agencies such as the National Institute for Agricultural Research (INRA) in France, the centers of the Consultative Group on International Agricultural Research (CGIAR) system and various public universities in many nations are using inbred lines and hybrids today to increase yields of many crops. Hybrids have a 70-year history of providing sustained increased yields on farms (see Duvick articles).² Furthermore, while IP protection often drives research overall by permitting innovators to recoup their investment in research, social and economic factors typically are the driving forces for the specific type of research that is developed.

Paragraph 9 states that “a variety with GUR genes never reproduces through seeds,” and based on this statement makes the conclusion that “no particular care is given to specific plant material” when considering when to use a GUR gene. Since GUR genes can be reproduced through seeds, the basis for the conclusion is wrong. Moreover, even if the premise were correct, this conclusion would not follow from it.

² Duvick, D. N. 1977. Genetic rates of gain in hybrid maize yields during the past 40 years.

Maydica XXII:187-196.

Duvick, D. N. 1984. Genetic Contributions to Yield Gains of U.S. Hybrid Maize, 1930 to 1980: 1-47.

Duvick, D. N. 1992. Genetic contributions to advances in yield of U.S. maize. Maydica 37:69-79.

Eyhétabide, G. H., A. L. Damilano and J. C. Colazo. 1994. Genetic gain for grain yield of maize in Argentina. Maydica 39:207-211.

The argument in paragraph 14 presumes that GURTs plant varieties will be developed even if they do not meet DUS standards. This type of presumption is unsupported and rests on a secondary presumption that GURTs technology has no other use except to prevent breeding. Contrary to the stated conclusion in the Memorandum, GURTs varieties could still be marketed even if they are not protected by UPOV, if the economic and social benefits of GURTs make them desirable. For example, raising the economic incentive for minor crop improvement and crop development may raise the rate of return for growers. Market forces will limit the spread GURTs in the seed market to levels that are cost effective. If the cost of the improved seeds does not result in greater value to the producer, there will be no market for the GURTs varieties. This paragraph also fails to provide any analysis on how the conclusion is derived.

- **Analysis Leading to the Conclusion Is Absent**

The final conclusion of the Memorandum, that implementation of a UPOV consistent legal framework is the “best” avenue for protecting the rights of breeders, is based on faulty reasoning and the numerous unjustified and erroneous statements.

Several times throughout the Memorandum the paper states a presumption and a conclusion, but fails to provide the analysis that leads the reader to deduce the conclusion from the presumption (for example, see paragraphs 6, 8 and 9).

Paragraph 6 concludes that plant varieties are “affected” under the UPOV Convention in so far as they retain GUR genes, but there is no analysis as to how or what effect GUR genes would have on those varieties. A plant variety containing a GUR gene would either meet new, distinct, uniform and stable (DUS) standards or not. Therefore, the effect of GURTs technology relevant to the UPOV Convention is unclear.

Again, in paragraphs 8 and 9, there is no analysis as to how the insertion of GUR genes into plant varieties would affect UPOV standards. The variety either meets the DUS standard or not. The paragraphs fail to explain how the insertion of GUR genes affects UPOV protection of various materials such as seeds, bulbs, tubers, seedlings, etc. and why this is a negative aspect of GURTs.

While we recognize that not all Member States would share our views on all of these issues, we do believe that the Memorandum reflects a specific position on GURTs that would not be shared by all Member States. Furthermore, we are concerned that reaching a consensus opinion by Member States on GURTs would require a considerable amount of deliberation and amendment to the Memorandum prepared by the Office.

Error! Objects cannot be created from editing field codes.

INTERNATIONALER VERBAND ZUM SCHUTZ VON PFLANZENZÜCHTUNGEN GENÈVE, SCHWEIZ	UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES GENÈVE, SUISSE	UNIÓN INTERNACIONAL PARA LA PROTECCIÓN DE LAS OBTENCIONES VEGETALES GINEBRA, SUIZA	INTERNATIONAL UNION FOR THE PROTECTION OF NEW VARIETIES OF PLANTS GENEVA, SWITZERLAND
-------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------

738 US 03

March 31, 2003

Dear Mrs. Boland,

I acknowledge receipt of and thank you for your letter dated March 28, 2003, and its attached "Proposal of the United States of America regarding procedural and substantive issues on the GURTs memorandum submitted by the Office of the Union to the Convention on Biological Diversity."

As per your request, we have added a new item (Memorandum prepared by the Office of UPOV on the Genetic Use Restriction Technologies (document CAJ/47/7)) to the draft agenda of the forty-seventh session of the Administrative and Legal Committee (document CAJ/47/1 Rev.), which will be held in Geneva on April 10, 2003.

For your information, document CAJ/47/7 contains, in addition to the Memorandum of the Office of UPOV, the exchange of correspondence between our Offices, including your Proposal. The above documents will be sent to CAJ members and observers shortly.

Sincerely yours,

[Original signed by]
Rolf Jördens
Vice Secretary-General

Mrs. Lois E. Boland
Administrator for External Affairs
United States Patent and Trademark Office
Washington, DC 20231
United States of America

Fax 001-703-305-8885 (1 page)

[End of Annex II and of document/
Fin de l'annexe II et du document/
Ende der Anlage II und des Dokuments/
Fin del Anexo II y del documento]